

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS BELLEGARDIEN

195 rue Santos Dumont - BP 609 - 01206 CHÂTILLON EN MICHAILLE CEDEX

☎ : 04 50 48 19 78 - Fax : 04 50 48 09 22 - Courriel : info@ccpb01.fr

Délibération n°16-DC031

Conseil Communautaire du 6 octobre 2016

L'an deux mil seize, le six octobre, le Conseil Communautaire, légalement convoqué s'est réuni en séance ordinaire, salle des fêtes de Chanay, sous l'autorité de Monsieur Patrick PERREARD, Président.

Présents :

BELLEGARDE-SUR-VALSERINE : Régis PETIT, Isabelle DE OLIVEIRA, Odile GIBERNON, Bernard MARANDET, Jacqueline MENU, Fabienne MONOD, Serge RONZON, Yves RETHOUZE, Marie-Antoinette MOUREAUX, Marie-Françoise GONNET, Jacques DECORME, Jean-Sébastien BLOCH, Sonia RAYMOND

BILLIAT : Jean-Marc BEAUQUIS, Jean-Claude BOUDSOCQ

CHAMPFROMIER : Gilles FAVRE, Daniel DUCRET

CHANAY : Henri CALDAIROU

CHÂTILLON-EN-MICHAILLE : Patrick PERREARD, Gilles MARCON, Anne-Marie CHAZARENC, Jean-Pierre GABUT, Frédéric TOURNIER

CONFORT : Michel JERDELET, Daniel BRIQUE

GIRON : Eric TARPIN-LYONNET

INJOUX-GENISSIAT : Albert COCHET, Edith BRUNET, Joël PRUDHOMME, Christiane ZAGAGNONI

LANCRANS : Christophe MAYET, Bernard DUBUISSON

L'HÔPITAL : Frédéric MALFAIT

MONTANGES : -

PLAGNE : Gustave MICHEL

SAINT-GERMAIN-DE-JOUX : Gilles THOMASSET, Rosemarie GERMAIN

SURJOUX : Jean-Michel ROLLET

VILLES : Guy SUSINI

Absent : Jean-Paul PICARD

Pouvoirs : Jean-Pierre FILLION à Régis PETIT

Lydiane BENAYON à Fabienne MONOD

Mourad BELLAMMOU à Marie-Antoinette MOUREAUX

Yvon BACHELET à Henri CALDAIROU

Florence PONCET à Patrick PERREARD

Céline ECUYER à Anne-Marie CHAZARENC

Françoise DUCRET à Gilles THOMASSET

Christian DECHELETTE à Christophe MAYET

Daniel PATUEL à Michel JERDELET

Votants : 47

Objet : 5-1 Approbation de la modification simplifiée n°1 du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays Bellegardien

Monsieur le Vice-Président délégué indique que par arrêté en date du 26 mai 2016, a été engagée la procédure de modification simplifiée n°1 du schéma de cohérence territoriale du Pays Bellegardien approuvé le 27 juin 2013.

Plus précisément, il rappelle que cette modification vise à adjoindre au SCoT une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que l'une urbanisation du site paléontologique de Plagne en vue de son aménagement, qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante (Loi Montagne) est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L.122-9 et L.122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels, pour bénéficier alors du régime d'exception à la règle de construction en continuité de l'urbanisation existante.

En effet, ajoute-t-il, la modification simplifiée du SCoT permettra, dans ces circonstances, la révision de la Carte communale de PLAGNE qui pourra définir un secteur ouvert à l'urbanisation pour la réalisation de constructions et d'aménagements adaptés, en vue de la préservation et la valorisation du site de Dinoplagne®.

Il précise qu'il appartiendra ensuite au Conseil communautaire de se prononcer sur la mise en révision de la Carte communale de la commune de PLAGNE pour délimiter, conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article L.122-7, des zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude, pour la réalisation de constructions et d'aménagements adaptés du site de Dinoplagne®.

Il ajoute que le projet de dossier de modification simplifiée a été notifié pour avis au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8, et qu'à l'issue de cette consultation, la Chambre d'agriculture et le Conseil départemental ont tous deux émis un avis favorable.

Il indique que l'étude visée au second alinéa a fait l'objet d'un passage en commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), laquelle a émis un avis favorable, à l'unanimité.

Le projet de dossier de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et les avis émis par les personnes publiques associées ont été mis à disposition du public durant 47 jours consécutifs (soit du 8 août 2016 au 23 septembre 2016 inclus) au siège de la communauté de communes, dans des conditions lui permettant de formuler des ses observations, il s'est accompagné d'un registre pour consigner d'éventuelles remarques ou avis.

Monsieur le Vice-Président présente le bilan de la mise à disposition et informe ainsi l'assemblée qu'aucune observation n'a été enregistrée.

Entendu les motifs susvisés par Monsieur le Vice-Président à savoir adjoindre au SCoT, par la procédure de modification simplifiée, une étude permettant, après justification, de bénéficier du régime d'exception à la règle instauré par la loi Montagne, de construction en continuité de l'urbanisation existante pour prétendre à la réalisation de constructions et

d'aménagements sur le site de Dinoplagne® en vue de sa préservation et sa valorisation, en ce que cette modification simplifiée du SCoT permet la révision de la Carte communale de PLAGNE pour l'ouverture d'un secteur à l'urbanisation.

Entendu les avis favorables émis par les personnes publiques associées et la CDNPS ainsi que le bilan de la phase de la mise à disposition du public présentée par Monsieur le Vice-Président ;

Il invite en conséquence les conseillers communautaires à bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Communautaire,

Après avoir entendu l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré,

VU l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012, portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de révision et de modification des documents d'urbanisme ;

VU l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015, relative à la partie législative du livre Ier du Code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 143-37 à L. 143-39 ;

VU la délibération du Conseil communautaire en date du 27 juin 2013 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCoT) ;

VU l'arrêté du Président en date du 26 mai 2016 engageant une procédure de modification simplifiée n°1 du SCoT ;

VU la délibération du Conseil communautaire en date du 23 juin 2016 définissant les modalités de mise à disposition au public du dossier ;

VU l'avis favorable à l'unanimité de la commission départementale de la nature, des sites et des paysages de l'Ain du 28 juin 2016 ;

VU l'avis favorable de la Chambre d'agriculture de l'Ain reçu par courrier le 1er août 2016 ;

VU l'avis favorable du Conseil départemental de l'Ain reçu par courrier le 9 août 2016

CONSIDERANT que d'une part, l'absence d'observation du public et que d'autre part, les avis favorables émis par les personnes publiques associées ne sont pas de nature à modifier le projet de modification simplifiée n°1 du SCOT du Pays Bellegardien,

CONSIDERANT que le projet de modification simplifiée n°1 du schéma de cohérence territoriale tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être adopté, conformément aux articles L. 143-38 du Code de l'urbanisme ;

A l'unanimité,

- **ADOpte** le projet de modification simplifiée n°1 du SCoT,
- **APPROUVE** la modification simplifiée n°1 du SCoT en ce qu'elle adjoint l'étude justificative prévue à l'article L.122-7 du Code de l'urbanisme sur la construction en discontinuité de l'urbanisation existante en zone de montagne au SCoT approuvé le 27 juin 2013,

- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CCPB durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département et sera également publiée au recueil des actes administratifs,
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet ainsi qu'à l'ensemble des publiques associées,
- **DIT** que La modification simplifiée adoptée est tenue à la disposition du public au siège de la CCPB 195 rue Santos Dumont 01200 Châtillon-en-Michaille aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susvisés.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Bellegardien certifie le caractère exécutoire du présent acte transmis en Sous-Préfecture de Nantua, le :

11 OCT. 2016

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le Président,
Patrick PERREARD

